

« L'OBLIGATION D'ACCUEILLIR, C'EST MAINTENANT ! »

SOMMAIRE

Edito

Maison du Monde

Départ de Bruno Chaveron pour la Bretagne
Acquisitions du centre de doc
Le pique-nique de la Maison du Monde

Droits de l'homme

Politique migratoire :

- Communiqué du Collectif « Des ponts pas des murs » : le Président refuse le dialogue avec la société civile
- Motion adoptée par l'Assemblée Générale de La Cimade le 20 juin
- Les migrants expulsés de la Chapelle à Paris : une réponse gouvernementale à la gestion des flux migratoires

Développement

Place de l'Agora,
lieu-dit Alternatiba - enjeu COP21
Paysans autrement : Le boom de la quinoa, mais à quel prix...

Méditerranée

Soirée de solidarité avec les prisonniers politiques palestiniens

Café de l'actu

Electriciens Sans Frontières

Aux croisements du monde

Le Bouthan

Agenda

La Lettre de la Maison du Monde

éditée par

La Maison du Monde d'Evry

Rédaction : Conseil d'Administration

509, Patio des Terrasses

91034 Evry Cedex

Tél : 01-60-77-21-56

Fax : 01-60-78-55-33

Email : contact@maisondumonde.org

site web : maisondumonde.org

Imprimé par nos soins

édito

Comme la Cimade, la Ligue des droits de l'homme, Amnesty International, la Croix Rouge française..., nous lançons aujourd'hui un cri d'alerte face aux dangers qui se multiplient pour des milliers de personnes qui fuient leur pays au péril de leur vie face à une Europe qui tergiverse.

Les nations européennes semblent incapables de prendre toute la mesure de l'accélération de tous ces mouvements de population migratoires aux causes diverses, alors même que le haut-commissariat pour les Réfugiés (HCR) fait état d'une hausse du nombre de personnes forcées de fuir leur pays de plus de 8 millions en 2014 par rapport à l'année précédente, avec un décompte de plus de 59,5 millions de déracinés dans le monde. Aussi, il est grand temps d'adopter, sur notre vieux continent des « Lumières » qui compte plus de 500 millions d'habitants, une vision collective de responsabilité à la fois pleine et entière et justement partagée face à ce problème de droits humains. Pour ce faire, il est impératif d'y renforcer les obligations juridiques nationales et internationales afin de garantir déjà, dans un premier temps, à tous les migrants en détresse, le libre accès aux secours humanitaires quelle que soit leur situation juridique.

Et surtout, n'oublions pas dans ce décompte que plus de la moitié de la population réfugiée est composée d'enfants. Or protéger les enfants est un devoir moral et, au-delà, une obligation qui nous incombe à chacun, conformément à la Convention internationale des droits de l'enfant.

Cela signifie que nous avons l'impératif de protéger les enfants, en tant que pays d'accueil, de permettre à chacun de ces enfants

réfugiés sur notre sol, comme pour les nôtres, de grandir, de s'instruire et de devenir des adultes responsables et égaux en droits et en devoirs comme citoyens du monde.

Face à cette détresse migratoire pour la vie, un accueil solidaire et partagé par l'ensemble des pays européens est possible basé sur le respect des droits humains, par une démarche collective communautaire qui seule permet d'apporter des solutions à court et moyen termes.

Et dans ce dispositif d'ensemble revisité, réglementé et organisé, la France doit y prendre enfin sa juste part par une procédure de droit d'asile plus efficace et plus juste pour protéger les populations réfugiées sur son sol avec notamment l'aide des fonds européens dégagés à cet effet.

Il est plus que souhaitable que ces derniers ne servent plus à une illusoire fermeture des frontières au sein de l'Espace Schengen, mais bien mieux à la construction et au financement de programmes d'accueil et d'intégration.

Toutefois, il est bien évident que ces démarches resteront sans effet si des actions diplomatiques, politiques et socio-économiques conséquentes ne sont pas mises en œuvre de pair au niveau des Etats pour contribuer à résoudre les causes des départs forcés.

La solution, suggère un militant sénégalais d'Amnesty International, « c'est d'organiser une réflexion commune entre dirigeants du Nord et du Sud sur ce problème. »

Alors bon courage pour le travail qui vous attend pour cette noble tâche, mesdames et messieurs les décideurs !

Nous, militants associatifs, avons déjà quelques pistes de réflexion... à vous proposer pour agir...

Bon vent, Bruno !

C'est avec regret, et pour certains quelque envie, que nous avons appris l'imminence du départ pour la Bretagne de Bruno et Sylvie Chaveron au moment où ils quittent la vie professionnelle.

Administrateur de la Maison du monde d'Evry de 1999 à 2013 et président de 2004 à 2006, Bruno aura profondément imprimé sa marque dans la Maison du Monde durant ces deux dernières décennies.

Il y est venu avec sa sensibilité aux questions économiques et sociales à laquelle son militantisme syndical et son appartenance aux réseaux du catholicisme social ne sont certainement pas étrangers.

Il fut à la Maison du Monde, l'un des initiateurs principaux de la réflexion et de l'action sur le thème de la mondialisation dès la fin des années 90 :

- création d'IES 91 en 2000, en vue de la mise en place d'une plateforme essonnoise de l'économie solidaire
- participation au 2ème forum social mondial (FSM) de Porto Alegre et au forum social européen (FSE) de Florence en 20



- Forte implication dans la préparation du forum social d'Evry qui se déroulait en même temps que celui de Florence, et dans celle du FSE de Saint Denis en 2003.

L'impulsion qu'il a donnée ne s'est pas perdue, puisque depuis cette période, la Maison du Monde a été présente aux FSM de Dakar (2011) et Tunis (2013

et 2015), tandis qu'elle organisait un forum local durant chacun de ces 3 événements.

Durant ces années qui ont vu la professionnalisation de notre association se renforcer, il a été très soucieux de la mise en place d'une organisation qui permette à tous, salariés et bénévoles de trouver leur place.

Après la fête que leurs amis avaient organisée le 27 juin pour leur départ, nous savons que Bruno et Sylvie ne sont pas à court de nouveaux projets, et nous leur souhaitons bon vent dans le golfe du Morbihan où ils partent s'installer, espérant que nous aurons des occasions de les revoir de temps en temps.

François Vaillé

ACQUISITIONS DU CENTRE DE DOC

mai 2015

« Nourrir le monde : quelles agricultures ? La faim sans fin ? Quels commerces ? Quel consomm'acteur ? »

Editions EDUCAGRI – DVD/outil pédagogique – 2014

Résumé : *Le CFSI, le RED de l'Enseignement agricole et EDUCAGRI Editions se sont associés pour créer un outil d'animation clés en main pour des enseignants et éducateurs souhaitant aborder le thème « Nourrir le monde aujourd'hui et demain ». De nombreux ouvrages traitent de ce sujet, mais l'approche ludique proposée ici (films, jeux et débats) est différente. Elle permet une prise de conscience par les sens.*

Le DVD est structuré autour de 4 thèmes : *

La faim sans fin ? / Quelles agricultures pour nourrir le monde ? / Quels commerces pour nourrir le monde ? / Quel consomm'acteur ? Pour chacun, le DVD propose :

- une fiche "séquence d'animation pédagogique" avec des séances d'1 heure, 2 heures et 4 heures qui combinent des films, des jeux et des débats ;

- une fiche d'information générale sur le thème avec une sitographie (voir par exemple la fiche d'information sur "La faim sans fin ?") ;

- un ou plusieurs films courts et leur fiche pédagogique

(voir par exemple la fiche pédagogique de Je mange donc je suis), illustrant le thème et libre de droits ;

- des outils d'animations (jeux, débats, photos) au format pdf.

« Atlas mondial des femmes : les paradoxes de l'émancipation »

Editions AUTREMENT - livre - 2015

« Audit citoyen de la dette publique : expériences et méthodes »

Maria Lucia FATTORELLI - livre - 2015

« Au service de quelle banque sommes-nous ? Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les banques sans jamais oser le demander »

SOLIDAIRES - fascicule – 2014

« Décryptage : Europe et migrations »

CIMADE - fascicule - 2015

« Médiatypés : un projet pour découvrir les stéréotypes de genre dans les médias »

FREQUENCE ECOLE – DVD/outil pédagogique - 2015

Pique-nique de la Maison du Monde

Mercredi 1er juillet, nous n'étions qu'une dizaine de personnes pour partager ce pique-nique traditionnel de fin d'année en bord de Seine. Est-ce la chaleur ? Est-ce une manifestation de soutien à la Grèce à Paris ? Est-ce le soutien apporté aux familles Roms du bidonville de la rue de Fourmont à Ris menacés d'expulsion ? En cette période de début d'été, les rencontres de toutes sortes obligent chacun à faire des choix.

Cela n'a en rien entamé la convivialité

autour principalement de Bruno Chaveron qui est sur le départ pour un nouveau projet de vie en Bretagne avec Sylvie. En partageant plats, boissons ou plaisanteries dans une discussion à bâtons rompus, les



Roms, les Grecs, les sans-papiers, ATD-Quart-Monde, la Palestine, les voyages passés ou à venir n'ont pas été oubliés, en fonction des centres d'intérêt de chacun et chacune.

Notre prochain rendez-vous, à la rentrée, ce sera le samedi 12 septembre, au Parc des Coquibus, dans le cadre du village Alternatiba, avec de nombreuses associations pour qui la question du réchauffement climatique est une priorité.

Michel Chesseron

Collectif « Des ponts pas des murs »

Politique migratoire : le Président refuse le dialogue avec la société civile

Face aux drames en Méditerranée et à la situation actuelle en France notamment, plus de cent ONG, associations, syndicats, mouvements et réseaux ont signé un Appel dénonçant le traitement des personnes migrantes sur le territoire français. La demande a également été faite au Président de la République d'ouvrir un espace de concertation afin que la société civile soit consultée sur cette question et puisse partager son expertise.

Cela étant, malgré l'échec notoire de la politique migratoire française et européenne, François Hollande a opposé une fin de non recevoir à cette demande, refusant ainsi nettement le dialogue avec la société civile.

Nous sommes indignés par ce refus. Le mépris témoigné par la Présidence à l'encontre de cette démarche d'ouverture n'est pas admissible. D'autant moins que le gouvernement compte sur les associations pour gérer au quotidien la situation désastreuse des personnes migrantes présentes sur le territoire. Nos réseaux ont des alternatives concrètes à présenter et à mettre en place. Loin de nous contenter d'une simple critique, nous voulons que nos propositions soient entendues. Le Président ne peut ni se cacher derrière l'Europe pour rejeter toute responsabilité en matière de politique migratoire, ni n'entendre de la société civile que ce qui l'arrange.

12 juin 2015

Signataires de l'Appel :

4D, ACAT France, Acceptess-T, ACORT (Association citoyenne des originaires de Turquie), Action Tunisienne, ADA-Accueil Demandeurs d'Asiles, ADDE (Avocats pour la Défense des Droits des Etrangers), ADTF (association Démocratique Tunisienne de France), AFA (Association Française des anthropologues), AEDH, AFEA (Association française d'ethnologie et d'anthropologie), Ailes – Femmes du Maroc, AMF (Association des Marocains en France – fédération), les Amoureux au ban public (national), Amoureux au ban public Bretagne, Anafé, Ardhis, ATF, ATMF (Association des Travailleurs Maghrébins de France), ASEFRR (Association de Solidarité en Essonne avec les Familles Roumaines), ASSFAM, ATTAC, Avocats pour la Défense des Droits des Etrangers, CASAS (Collectif pour l'Accueil des Solliciteurs d'Asile à Strasbourg), CCFD Terre-Solidaire, CCFD Terre Solidaire d'Ille-et-Vilaine, CEDETIM (Centre d'Etudes et d'Initiatives pour la solidarité internationale), Centre LGBT Paris Île-de-France, Centre Primo Levi, la Cimade, Coordination 75 de lutte pour les sans papiers, Coordination 93 de lutte pour les sans papiers, CISPM (Coalition internationale des Sans-papier Migrants), CNDF (Collectif national pour les droits des femmes), Collectif des Libanais Laïcs en France, Collectif "Le Cercle de Résistance", Collectif les Engraineurs, Collectif pour une autre politique migratoire de Strasbourg, Collectif de soutien aux migrants sud Aveyron, Collectif UCIJ, le COMEDE, CRID, DIEL (Droits Ici et Là-bas), Dom'Asile, Droits Devant !, ELENA-France, Emmaüs Europe, Emmaüs France,

Emmaüs International, Enda Europe, FASTI, Fédération DAL (Droit au Logement), FIDH, FNARS (Fédération des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale), Fondation France Libertés, FORIM, Français Langue d'Accueil, France Amérique Latine, FTCT, GISTI, Hors la Rue, Inter-LGBT, IPAM (Initiatives pour un Autre Monde), JRS France, La maison ouverte de Montreuil, Ligue des Droits de l'Homme, Maison Internationale de Rennes, Médecins du Monde, le Mouvement de la Paix, Mouvement Utopia, MRAP, Musulmans inclusifs de France, Observatoire citoyen du CRA de Palaiseau, PEROU (Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines), Plateforme "Tenons et mortaises, un monde à faire venir", O.C.U. (Organisation pour une Citoyenneté Universelle), R.C.I. (Réseau chrétien-Immigrés), REMDH (Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme), RESF, Réseau Féministe « Rupture », Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Réseau Immigration Développement Démocratie - IDD, Réseau Migreurop, la Revue d'Histoire « Cahiers d'Histoire », Revue « Multitudes », RITIMO, Romeurop, Roussillon-Maghreb, SAMU Social de Paris, Secours Catholique – Caritas France, Secours Islamique France, Scribest, Si les femmes comptaient, Société Européenne des Auteurs, SOS Migrants (Belgique), le Syndicat de la Magistrature, Terre d'Errance, UJFP (Union Juive Française pour la Paix), Union Syndicale de la Psychiatrie, Union Syndicale Solidaire, Watch the Med – Alarm Phone.

Vous pouvez retrouver ce communiqué sur le site : www.crid.asso.fr/spip.php?rubrique63

Motion adoptée par l'Assemblée générale de La Cimade du 20 juin 2015

Le devoir d'hospitalité, c'est maintenant !

À la veille d'un Conseil européen consacré aux questions migratoires, l'Assemblée générale de La Cimade, réunie le 20 juin 2015, lance un cri d'alerte. Alors que chaque jour se répètent des drames sans fin pour des milliers de personnes qui demandent une protection et font appel à la solidarité des pays européens, les tergiversations des gouvernements européens constituent un scandale qui doit cesser.

À entendre les réactions égoïstes ou hostiles des Etats européens se cachant derrière l'argument que leurs « opinions publiques ne seraient pas prêtes », on est en droit de craindre le retour au temps sinistre où l'on stigmatisait les « indésirables étrangers » avec les conséquences que l'on connaît.

Aujourd'hui, on agite les fantasmes d'une « invasion de clandestins ». Or, il ne s'agit pas de personnes qui se cachent ; au contraire, ils crient pour être vus et entendus comme des êtres humains, avec un nom et une histoire souvent tragique. Ils ont été contraints de prendre des voies illégales parce que les voies légales d'accès à l'Europe sont fermées. Si leur nombre augmente, c'est que les raisons de départ s'aggravent, mais parler « d'invasion » pour un continent de plus de 500 millions d'habitants est indécent !

La Cimade dénonce le déni de réalité, d'humanité et de droit des gouvernements européens, incapables d'apporter des réponses à la hauteur de la situation actuelle et dignes des principes et des valeurs dont ils se réclament.

Parler de « crise » ne suffit plus. L'Europe et la France doivent regarder la réalité en face : ces migrations vont durer. Avec lucidité et courage politique, les gouvernements doivent mettre en oeuvre des politiques migratoires fondées sur le respect des droits humains qui apportent des solutions à court et long terme.

Ces solutions existent : un accueil solidaire et partagé dans l'ensemble des pays européens des personnes arrivées récemment ; le transfert des fonds européens consacrés à la fermeture des frontières à des programmes d'accueil et d'intégration ; l'ouverture de voies légales d'accès par l'attribution de visas humanitaires ou autres ; des actions diplomatiques et économiques conséquentes pour contribuer à résoudre les causes des départs forcés.

Le fossé entre les réalités sur le terrain et les discours est devenu trop grand pour que ces derniers soient crédibles.

Des actes d'humanité, de justice et de droit sont attendus. Eux seuls seront compris et soutenus par celles et ceux qui veulent croire encore et toujours aux valeurs de solidarité et de fraternité. Il y a urgence.

LES MIGRANTS EXPULSÉS DE LA CHAPELLE À PARIS :

UNE RÉPONSE GOUVERNEMENTALE A LA GESTION DES FLUX MIGRATOIRES

Venus principalement de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique de l'Ouest, près de 380 migrants, majoritairement érythréens et soudanais, mais aussi somaliens, tchadiens, guinéens, égyptiens... s'étaient installés sur la zone d'une ancienne déchetterie et d'un «skate park» situé sous le métro aérien de la ligne 2 entre les stations Barbès et La Chapelle dans le 18^e à Paris. Parmi eux, 200 environ sont en transit pour d'autres destinations, la Grande Bretagne ou le nord de l'Europe. Les pouvoirs publics exacerbés ont décidé, au motif d'un «péril sanitaire majeur», de démanteler ce campement de fortune qui grossissait de mois en mois depuis près d'un an. Les autorités locales ont alors procédé au petit matin du mardi 2 juin à l'évacuation du mini-Sangatte puis au nettoyage du site pour faire disparaître les traces du campement illécite. Deux heures plus tard, seule une centaine de personnes a pu être conduite en bus en hébergement social éparpillés en Ile de France.

56 réfugiés ont donc atterri en Essonne, divisés en deux groupes, 30 personnes à l'hôtel Formule 1 de Brétigny sur Orge et 26 à l'hôtel Formule 1 de Courcouronnes (à côté d'Evry). Logés pour quelques nuits mais sans repas prévus.

Restée en lien avec un des migrants et alertée sur leur situation de famine, Claude Melkonian, une militante parisienne, est rapidement descendue en Essonne pour essayer de mettre en place un système d'assistance autour des deux groupes ; elle s'est appuyée sur les réseaux de l'ASEFRR (Association de Soutien Essonnienne des Familles Roms et Roumaines) dont elle connaissait déjà plusieurs membres, ainsi que sur celui de la Maison du Monde

d'Evry. A partir de là, une petite poignée de soutiens a mis en œuvre un maillage de solidarité. Sur Brétigny, après avoir contacté le restau du cœur local, celui-ci a apporté immédiatement une aide alimentaire. Sur l'Hôtel F1 de Courcouronnes, c'est grâce à la générosité sans compter de Paul et Pascale Israël que les 26 migrants ont pu se restaurer. Le couple a préparé une énorme salade de riz pour le premier repas puis a acheté de quoi assurer la nourriture du matin au soir pour plusieurs jours. Après un appel à solidarité par mail sur les réseaux, le Secours Catholique était prêt à faire un don financier, les restos du cœur d'Evry à distribuer des repas, d'autres Evryens solidaires (Chantal H, Michel D, Jacques S, Nicole B) arrivaient à la rescousse. Mais finalement en fin de semaine, on a découvert que le Préfet de région organisait un transfert des deux groupes vers le 93 sur deux autres hôtels Formule1, avec cette fois-ci l'affirmation que nuitées et repas étaient bien assurés par l'Etat durant toute la semaine suivante. Pourtant, il apparaît qu'à la suite de leur transfert, ils n'ont eu droit qu'à quelques petits déjeuners et pas pour tous. Et ensuite... ? C'était la grande inconnue. Allaient-ils continuer à bénéficier d'un dispositif d'hébergement, de la possibilité de déposer une demande d'asile ? Que de questions qui restent à ce jour sans réponses.

Les maires des deux communes concernées, Stéphane Beaudet (Courcouronnes) et Nicolas Méary (Brétigny s/Orge), ont été quant à eux informés par voie de presse du placement de ces migrants dans les hôtels F1 de leur commune, ils ne décolèrent pas de ne pas avoir été, en tant qu'élus, avertis directement.

Robin Reda, jeune maire de Juvisy et porte-parole de Valérie Pécresse aux élections régionales, dénonce également l'absence de concertation à ce sujet. Tous les trois clament que les communes n'ont pas les moyens de faire face à ces situations de pauvreté, elles ne peuvent plus selon eux rajouter de la misère à la misère.

Les associations, avec des baisses notables de subventions, sont aussi en grandes difficultés mais elles ont su, malgré tout, répondre immédiatement à une détresse sur le terrain. Quant à rajouter de la misère à la misère, il s'agit bien du contrecoup de la multiplication des zones de conflits dans le monde, mais aussi des inégalités produites par l'accaparement des richesses du Nord sur le Sud qui contraignent des hommes et des femmes à fuir leur pays ou s'exiler.

Le camp sous le métro aérien de la Chapelle n'a pas été le seul à être évacué. Le même jour, les forces de Police intervenaient pour démanteler deux gros camps à Calais, puis la semaine suivante, c'est à la frontière franco-italienne, au passage de Vintimille, que des centaines d'exilés ont été empêchés de rentrer en France.

La Cimade a travers un communiqué s'inquiète, « comme en témoigne le traitement par les autorités françaises des personnes migrantes et demandeuses d'asile à Calais, à Paris et à la frontière italienne », que les pays membres de l'UE n'apportent qu'une réponse sécuritaire à la gestion des flux migratoires. La France anticiperait-elle déjà sur le cadre de la loi sur l'immigration qui doit être révisée très prochainement devant l'Assemblée Nationale.

Marie Ponroy

Place de l'Agora, lieu-dit Alternatiba - enjeu COP21

Cette année, la Maison du Monde participe au mouvement altermondialiste Alternatiba.

Elle a organisé samedi 13 juin un petit village Alternatiba sur la place de l'Agora d'Evry remplaçant les Semaines du Consom'acteur que la Maison du Monde organise depuis une dizaine d'années au mois de mai pour promouvoir la Consommation responsable et éthique en proposant conférences et animations autour d'un Marché solidaire.

Rappelons

qu'Alternatiba est un événement créé par l'association basque Bizi (" Vivre ! " en basque). Après la publication alarmante du 5ème rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du



climat), des militants altermondialistes se sont engagés à sensibiliser et proposer des alternatives concrètes pour faire face à une crise écologique universelle. C'est donc en plein cœur de Bayonne que s'est déroulé en 2013, pendant un week-end un forum de dizaines d'initiatives dénommé « Village Alternatiba » (alternative en basque). Des expériences alternatives, des conférences, dans tous les domaines de la vie quotidienne : agriculture, alimentation, énergie, habitat, transports, relocalisation de l'économie, consommation, finance, travail, éducation, etc., ont été présentées pour susciter des prises de conscience et conduire à des changements de comportement. Dans un esprit festif et convivial, ce week-end qui a connu un énorme succès rassemblant plus de 12 000 personnes, a visé également à créer une dynamique citoyenne au-delà de l'événement de Bayonne pour propulser d'autres Alternatiba en France et en Europe en prévision de la COP21 à Paris (21ème conférence des Nations unies sur le changement climatique " Paris climat 2015 "). Cette Conférence des Nations unies qui se tiendra du 30 novembre au 11 décembre 2015 au Bourget doit aboutir à

un accord international sur le climat pour tenter de contenir le réchauffement global en deçà de 2°C.

Depuis l'événement de Bayonne, de nombreuses régions de France ont vu éclore l'organisation d'autres Villages Alternatiba. Démontrer que des solutions existent et mettre en valeur les alternatives au changement climatique et à la crise sociale, faire bouger l'opinion publique pour faire pression aussi sur les grands décideurs politiques et économiques de la

COP21, c'est l'objectif de ces événements Alternatiba qui représentent le mouvement citoyen des populations mobilisées autour des enjeux climatiques et de la vision d'un modèle différent au modèle actuel de productivisme construit sur le pillage des ressources et les valeurs du profit à tout prix, mais aussi dénoncer la mainmise des grandes organisations patronales sur la Conférence onusienne.

Notamment, les associations du Climate action network ont demandé à la CCNUCC (Convention cadre des Nations Unies sur le Changement climatique) l'exclusion des pétroliers de l'enceinte des négociations de Bonn... D'autant que les entreprises sont particulièrement choyées dans la préparation de la COP 21 car un mécénat des plus grandes firmes (dans la liste française : Air France, Axa, BNP Paribas, EDF, Engie, Generali, La Poste, Renault Nissan, Ikea, LVMH, Michelin, la Caisse des dépôts... et bientôt Saint-Gobain, Google et Publicis) soutiendra financièrement l'organisation de la Conférence de Paris, Les dons se font en cash ou en nature, ou les deux. Le groupe familial Derichebourg va par exemple assurer le nettoyage du site du Bourget,

gérer la collecte et le tri des déchets, ainsi que leur valorisation sur le site même, en collaboration avec Suez Environnement. EDF déclare de son côté qu'elle assurera "la fourniture d'une électricité fiable et décarbonée", grâce au nucléaire donc...

Sur notre petit village gaulois Alternatiba, place de l'Agora d'Evry samedi après-midi 13 juin, en fond d'ambiance de musique congolaise revisitée par des notes d'accordéon et de guitare du groupe Papa Noël, nous avons rassemblé à Evry surtout des associations locales : Artisans du Monde d'Evry vendait des produits issus du Commerce équitable ; Dare-Dare proposait un circuit-découverte d'Evry en vélo autour de rues portant des noms en lien avec la solidarité internationale et le développement durable ; les Petits Débrouillards ont démontré avec des produits accessibles à tous comment diagnostiquer le type de pollution de l'eau ; l'association Energie Partagée nous a renseigné sur la possibilité de participer à un fond d'investissement financier pour développer des projets locaux et citoyens de production d'énergie renouvelable ; l'association SoliCités a étalé sur son stand des objets de la vie courante contribuant à apporter des solutions pour une consommation des ressources plus maîtrisée et plus respectueuse de l'environnement. Quant à la Maison du



Monde, en plus de notre stand où était offert pour le côté convivial un café équitable, des cerises très locales (du jardin de Bernadette Paradis) et un entremet sucré vietnamien préparé par Myriam Heilbronn, nous avons expliqué ce qu'est un village Alternatiba et l'enjeu nécessaire de la mobilisation jusqu'à la COP21; nous avons aussi placé déjà depuis deux semaines une exposition réalisée par RITIMO très enrichissante sur la question de l'énergie « A contre-courants, une énergie citoyenne et solidaire » qui témoigne que notre mode de vie contribue

à la dégradation, à la raréfaction des ressources et qu'il est enfin grand temps de penser à une transition énergétique durable et équitable.

Ce samedi, nous avons constaté que le pari de sensibiliser la population d'Evry aux questionnements environnementaux et écologiques n'est pas un pari facile à gagner face au poids des problèmes du quotidien que doivent régler une population fragilisée par une précarité économique et touchée pour certains par la misère sociale. Malheureusement trop peu de monde intéressé ou curieux à passer s'informer sur nos stands. Pourtant, il est d'une évidence que la crise de la raréfaction des ressources et du réchauffement climatique touche déjà les

plus pauvres de cette planète (sécurité alimentaire, accès aux soins, à l'eau, à l'énergie, à l'école, au logement...), elle accentue les situations précaires de ces populations et augmente la fracture et l'injustice sociale lorsque les individus les moins armés pour s'adapter ont peu ou plus accès aux besoins les plus vitaux.

Teresa Ribera, Directrice de l'Uddri (Institut du développement durable et des relations internationales) et ancienne Secrétaire d'État au changement climatique en Espagne écrit dans un communiqué " Le Pape souligne que le changement climatique n'est pas une question scientifique ou technologique, mais une menace pour la justice et la paix. Cet appel à un sens de la justice, à la nécessité d'une solidarité entre États, nous rappelle

que nous ne disposons que d'une seule planète ". Cette notion de "Dettes écologiques" des pays du Nord envers les pays du Sud que le Pape François pointe du doigt c'est bien la notion de pillage des ressources des pays du Sud et de l'inégalité de la redistribution des richesses Nord-Sud que la Maison du Monde défend depuis toujours.

Le 12 septembre prochain, La Maison du Monde porte un deuxième rendez-vous pour une nouvelle rencontre avec un village Alternatiba posé au cœur du Parc des Coquibus d'Evry. De nouveaux stands et de nouvelles animations vous y attendront.

Marie Ponroy

Devenir Paysan en Voyageant - 5 - Le boom du quinoa, mais à quel prix ...

Notre découverte du monde paysan, nous conduit jusqu'à mi-août en Bolivie où nous avons des contacts avec deux organismes travaillant avec le monde agricole (AVSF et Inti Illimani). Avant d'aller à la rencontre de ces structures nous nous sommes penchés sur la culture phare de la Bolivie : le Quinoa. Nous avons eu une demande de notre partenaire Mayenne Bio Soleil (du réseau Bio Coop) pour mieux comprendre les difficultés d'approvisionnement de cette pseudo céréale en Bio en France. Nous avons donc mené notre petite enquête en allant à la rencontre de producteurs, d'élus locaux, d'une coopérative, d'organismes de recherches...*

Le quinoa une plante ancestrale de la Bolivie cultivée sur l'Altiplano

La plus grande partie de la production de quinoa bolivien se trouve dans la zone du Salar d'Uyuni. Cette zone est essentiellement connue par les occidentaux pour la beauté de ses paysages, c'est un des plus grands lieux touristiques de la Bolivie. Cette région regorge aussi d'une grande quantité de petits villages organisés en différentes communautés qui produisent la majeure partie du quinoa bolivien.

Nous sommes sur l'Altiplano Bolivien à quasiment 4000 mètres au-dessus du niveau de la mer. Les conditions climatiques sont idéales pour cette culture qui privilégie un fort ensoleillement, des variations de températures importantes entre la nuit et le jour et de faibles précipitations concentrées sur 2 ou 3 mois.

Le quinoa est une plante qui a un apport nutritionnel très élevé et qui est cultivée en parallèle de la production de lamas. Ceci permet de donner un équilibre entre l'apport de matière organique via le lama et les besoins de la culture qui sont très élevés en éléments du sol. Une grande diversité de variétés de



quinoa existe et sont cultivés en Bolivie. Chaque variété correspond à une utilisation culinaire différente (soupe, pain, en grains ou en dessert). Cependant seulement 3 variétés sont cultivées pour l'exportation. Le quinoa blanc, rose (qui est décoloré avant l'export) et le noir.

Le boom du Quinoa et ses conséquences locales

Depuis quelques années le quinoa est devenu un aliment à la mode en occident. Ainsi, la demande pour l'exportation a explosé. Le prix de vente étant attractif pour les producteurs, de nombreux nouveaux paysans et entreprises ont cultivé des terres de l'Altiplano bolivien, mais aussi au Pérou et en Equateur pour répondre à cette demande. Le quinoa a toujours été produit dans ces 3 pays pour l'autoconsommation

par de petits paysans et pour le marché local. Depuis ce boom, de grandes surfaces sont entrées en production, avec une utilisation plus intensive des intrants (pesticides, engrais...). Des conséquences, parfois dramatiques, sur l'environnement se produisent (pollutions des sols, de l'eau, impact sur la santé

suite page suivante.....

...suite de

"Le boom de la quinoa, mais à quel prix ..."



des paysans...) Cette production étant tellement rémunératrice que des productions ancestrales et indispensables à l'équilibre des écosystèmes, comme la production de lamas sont peu à peu délaissées au profit d'une spécialisation pour le quinoa. L'arrivée de la mécanisation engendre aussi une production à plus grande échelle et une nouvelle classe de producteurs qui, parfois, tentent d'évincer les petits paysans locaux.

Suite à tous ces changements et à une augmentation de l'offre, le prix a largement chuté jusqu'à être divisé par 4. Cela met en péril certains producteurs traditionnels qui ont des petites surfaces ainsi que les filières de produits de qualités certifiées. De plus, certaines zones permettent de produire 2 à 3 récoltes par an au Pérou et en Equateur. Ceci est impossible dans les régions arides et historiques du quinoa bolivien. Cette concurrence entre pays engendre des tensions et une différence de qualité du quinoa produit. Il semble que la qualité du quinoa bolivien est non valorisée car diluée à l'exportation avec les quinoas conventionnels péruviens et équatoriens. Une partie des containers de quinoa qui arrivent normalement avec une certification biologique en Europe sont renvoyés car ils contiennent des traces de pesticides ! Le boom de la demande de quinoa a donc engendré de fausses certifications ou des mélanges entre quinoas biologiques et conventionnels par des entreprises peu scrupuleuses. Ceci fait du tort à la vraie production biologique de quinoa qui a des difficultés à faire reconnaître et valoriser son produit sur le marché mondial, mais aussi local sud américain !

Des projets communautaires pour faire reconnaître le Quinoa Réal biologique Bolivien

Certaines communes souhaitent développer des réseaux de commercialisation directement avec des acheteurs étrangers afin de court-circuiter les intermédiaires et ainsi permettre aux producteurs d'avoir une juste rémunération pour continuer leur métier. Ainsi, la commune de San Pedro de Quemes souhaite mettre en place une entreprise communale pour certifier localement, conditionner et exporter directement du quinoa vers les pays du Nord. Ils sont actuellement à la recherche d'un accompagnement international pour mener à bien leur projet. Ainsi, les circuits-courts et la consommation de qualité de développent aussi au Sud ! Nous ne pouvons qu'encourager ces démarches tout en mettant en garde que le fait d'exporter seulement vers les pays du Nord peut être risqué s'il n'y a pas de débouchés sur le marché intérieur bolivien !

Maxime Leportier et Céline Fournier
Projet Devenir Paysan en Voyageant :
<http://devenirpaysan.wix.com/devenirpaysan>

Les méfaits du boom de la Quinoa sur l'Altiplano Bolivien : rencontre avec le conseil municipal de San Pedro de Quemes !

Hubert, le maire nous raconte : « Compagnon, l'an dernier le quintal (sac de 46kg) se vendait 2000 bolivianos aujourd'hui il ne vaut plus que 500, on ne pourra pas continuer à être producteur dans ces conditions... les péruviens et équatoriens sont capables de faire 2 à 3 récoltes par an. Nous ici, sur l'Altiplano Bolivien, les conditions ne nous le permettent pas ». Nous sommes assis dans son bureau au premier étage de la mairie de la petite commune de San Pedro de Quemes à quelques dizaines de kilomètres de la frontière chilienne et du Salar d'Uyuni. Nous sommes entourés de tous les conseillers municipaux fraîchement élus depuis les dernières élections de mai 2015. Chacun à son tour, nous raconte les difficultés de la production de quinoa. Nous sommes ici au cœur du bassin de production de la Quinoa Real comme ils aiment l'appeler. Une production qui avec la viande de lama représente l'économie locale de ces villages depuis les Incas. « Notre quinoa est organique, elle est naturelle, nous ne mettons aucun produit », ne se lasse pas de répéter une femme à notre gauche.

« Nous souhaitons pouvoir mettre en place une petite entreprise municipale afin de faire reconnaître notre produit qui a une haute valeur nutritive. Nous cultivons 3 variétés de quinoa et leurs caractéristiques sont issues de nos conditions si extrêmes : 4000 m d'altitude, des faibles pluies, un fort ensoleillement et des nuits fraîches ». Le jeune maire qui est aussi producteur tient à son projet. Depuis le boom de la consommation de quinoa en occident, de nouveaux pays se sont mis à produire. Cet engouement se fait parfois au détriment de l'environnement, mais aussi des petits paysans quand le prix d'achat chute comme cette année, nous explique une jeune productrice. Une route va être goudronnée afin de rejoindre le grand port Chilien d'Iquique. Le conseil municipal se donne le temps du mandat, soit 5 ans, pour trouver un marché à l'exportation et mettre sur pied le projet. «Il faut travailler directement avec le consommateur, nous voulons que la qualité de notre quinoa soit reconnue et certifiée, aujourd'hui elle est mélangée avec des quinoa conventionnelle comme sur le marché de Challapata où elle est ensuite exportée... tout notre travail et savoir-faire est perdu.»

La rencontre se renouvellera deux fois afin d'en connaître plus sur ce projet...

*AVSF : Association Française Agronomes et Vétérinaires sans Frontière et Inti Illimani : Association Bolivienne créée par l'association nantaise Bolivia Inti Sud Soleil en faveur du développement des fours solaires)



Un beau geste de solidarité avec les enfants de Khan Younis à Gaza



A Vandoeuvre, ville de la banlieue de Nancy, où vivent beaucoup de familles immigrées, l'association AVEC – Association Vandopérienne pour l'Égalité des Chances – mène avec ses dynamiques président et directeur, de nombreuses actions en faveur des jeunes : lutte contre le décrochage scolaire, alphabétisation, éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale... L'éducation à la citoyenneté a donné lieu à un projet de chantier qu'un groupe d'une douzaine de jeunes de 12 à 16 ans a réalisé pendant les vacances scolaires de printemps.

Ce chantier éducatif avait pour but de favoriser une réflexion commune entre les jeunes et les habitants d'un quartier de Vandoeuvre sur les thèmes de la diversité et du vivre ensemble.

Les jeunes ont établi un questionnaire sur ces thèmes et enquêté auprès d'une cinquantaine de personnes dans les immeubles de leur cité.

A partir des réponses à leurs questions relatives aux valeurs de la République, ils ont conduit une analyse et noté des mots-clés tels que « respect », « laïcité », « paix », « discrimination » puis, avec l'aide d'une architecte, ils ont réalisé une grande fresque mobile de 3m2 illustrant ces thèmes. Cette œuvre va tourner dans d'autres associations, médiathèques, collèges et lycées de la région, comme support à une sensibilisation sur la citoyenneté.

Pour ce chantier, soutenu par la

municipalité, la CAF, l'agence HLM, le Conseil Départemental et le Conseil Régional, les jeunes ont été rémunérés par les différents partenaires. Dans un beau geste de solidarité, ils ont décidé de donner cet argent à un projet qui aide des enfants en difficulté dans le monde. La situation des enfants à Gaza les ayant émus, c'est tout naturellement vers ceux-ci que leur choix s'est porté. Avec l'aide du groupe local de l'AFPS à Nancy, ils ont retenu le projet ludothèque d'Evry Palestine à destination des enfants du camp de réfugiés de Khan Younis.

Lors de la soirée de restitution, où nous représentions Evry Palestine aux côtés de militants de l'AFPS Nancy, ces jeunes étaient à l'honneur. Ils ont inauguré leur fresque, en présence d'élus locaux, départementaux et régionaux. Après la présentation du projet par le Président et le directeur de l'association, les jeunes ont pris la parole pour expliquer leurs motivations à travers l'aide aux enfants palestiniens, pour témoigner de la cohésion qu'avait suscitée au sein du groupe cette expérience qui s'est révélée très enrichissante pour eux.

Nous avons présenté le projet ludothèque et souligné son importance pour l'aide aux enfants du camp de réfugiés de Khan Younis, chez lesquels l'offensive israélienne de l'été dernier a laissé des manifestations de stress et de traumatisme. La plupart des enfants

souffrent de divers problèmes psychologiques et de comportement : anxiété, détresse, hyperactivité, troubles de l'appétit et du sommeil, énurésie.

La ludothèque, opérationnelle depuis avril 2013, accueille chaque trimestre plus de 150 garçons et filles de 6 à 14 ans. Par le jeu, elle permet aux enfants de développer des compétences sociales. Un soutien psychologique basé sur la psychologie du développement a été mis en place auprès de la totalité de l'effectif. Cette approche destinée à assurer un bien-être et à prévenir toute détérioration de l'état mental des enfants est basée sur des activités plastiques, théâtrales, musicales, expression orale. Une évaluation menée auprès des familles et des enfants a fait ressortir les aspects bénéfiques de la ludothèque en termes de développement des capacités de communication, des facultés de concentration et en termes de résultats scolaires qui se sont améliorés. Il est donc important que la ludothèque continue à exister grâce à la solidarité.

Les jeunes de Vandoeuvre, que nous avons chaleureusement remerciés pour leur générosité, étaient contents de pouvoir contribuer à la poursuite de ce projet.

Si vous souhaitez agir pour la ludothèque, n'hésitez pas à nous en faire part à contact@evrypalestine.org

Catherine Dusart et Josette Pineau
Evry Palestine

Electriciens Sans Frontières

Sur tous les continents Electriciens sans Frontières, ONG reconnue d'utilité publique, agit depuis 29 ans avec ses 1000 bénévoles au service des populations les plus pauvres, pour leur offrir un accès durable à des services énergétiques efficaces, abordables et respectueux de l'environnement, et limiter l'utilisation de combustibles nocifs. Le mardi 2 juin, le Café de l'actu de la MDM a accueilli Alain Laidet, vice-président de l'association et responsable du secteur Ile de France-Nord Pas-de-Calais. Celui-ci a présenté les engagements et les projets d'Electriciens sans Frontières à un public, assez renouvelé, d'une trentaine de personnes. Issues d'associations de la région engagées dans la coopération décentralisée, elles ont posé de nombreuses questions.

café de l'actu



Alain Laidet a d'abord projeté quelques-unes des réalisations de l'association en faveur de l'accès à l'électricité, mais aussi à l'eau, en Afrique noire, en Asie et dans l'Amérique andine. En effet, un tiers des habitants du monde utilise une

énergie coûteuse ou nocive, pétrole, bougie, ce qui entraîne pollution et risque de d'incendie ; et un milliard d'êtres humains soit un habitant sur dix n'a pas accès à l'eau potable. Electriciens sans frontières est une ONG originale, professionnelle, constituée d'un millier de bénévoles, techniciens, ingénieurs ou gestionnaires, avec seulement sept salariés. Elle a été créée il y a une trentaine d'années par des techniciens et ingénieurs d'EDF, et elle porte ce nom depuis quinze ans.

L'association agit dans trois directions. La première est l'équipement, pour permettre le développement : électrification de services collectifs comme des salles de classe pour les cours du soir des adultes, d'hôpitaux et centres de santé, d'installation de pompes pour l'irrigation et donc

l'amélioration de la production agricole. Electrifier une école demande 10000 à 15000 euros. La deuxième est l'intervention d'urgence dans les cas de typhons, de séismes, pour rétablir la lumière dans les hôpitaux ou dans les camps de réfugiés, car l'obscurité y est synonyme d'insécurité : cinq personnes interviennent en ce moment au Népal. Parfois il faut s'installer dans la durée, et Electriciens sans Frontières est depuis cinq ans en Haïti.

Electriciens sans frontières est la seule ONG au monde à intervenir sur situation d'urgence. La troisième mission de l'association est d'apporter appui et expertise à des collectivités territoriales qui font de la coopération décentralisée : étude de pompage dans le sud tunisien, d'électricité hydraulique et solaire dans le N.E. de Madagascar

Samedi 12 septembre
Parc des Coquibus
Village Alternatiba

agenda

Dimanche 20 septembre
Place des droits de l'Homme
Fête des associations d'Evry

Mardi 6 octobre
A partir de 18h30
Café méditerranéen

Mardi 3 novembre
A partir de 18h30
Café de l'actu : Deux années de volontariat au Maroc

8 novembre – 12 décembre
Mois des 3 Mondes
sur le thème :

Souveraineté alimentaire et accaparement des terres

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	D	E	B	A	T	S		V	A	N
II	E	X	I	L		O	U	B	L	I
III	S	I	L	E	N	C	E		A	C
IV	E	G	A	R		L	I	V	R	E
V	R	E	N	T	R	E		A	M	E
VI	T	E		E	U		J	R	E	
VII	S		A	S	S	A	U	T		D
VIII		D	U		I	N	S	A	N	E
IX	F	O	R	C	E		T	N	E	U
X	E	S	A	U		O	E		V	I
XI	R	E		P	U	R	S		E	L

SOLUTION - Grille n°132
Centenaire du génocide arménien

ou d'électricité urbaine dans un village de Palestine. Ou encore de répondre aux demandes d'ONG comme la Croix Rouge ou M.S.F., qui a demandé l'électrification de centres de soins lors de l'épidémie d'Ebola en Guinée. Au total, l'association a cinquante missions dans trente-cinq pays différents, en Afrique de l'Ouest, en Haïti, au Pérou et au Laos. Les installations sont surtout des panneaux solaires, dont le prix a été divisé par deux en trois ans, et aussi des petites turbines sur les cours d'eau réguliers, mais ce sont les petites installations de groupes électrogènes qui ont le plus de puissance. Tous les projets sont évalués par environ quinze bénévoles qui épluchent tous les aspects techniques aussi bien que sociologiques

La fonction d'appui et d'expertise a été amenée à évoluer avec le temps, en constatant que certaines installations ne durent pas. Par exemple, en vingt-cinq ans cent cinquante projets ont été réalisés au Burkina Fasso, et cent-vingt d'entre eux ont été évalués par une ONG tiers. Aucun des cent vingt panneaux solaires n'avait été volé, par contre la moitié ne marchait plus, à la fois par manque de technique et par manque d'argent. Il faut donc pérenniser les installations. Cela passe d'abord par l'implication des bénéficiaires, qui doivent décider, au départ, des priorités. Cette sensibilisation sur le terrain est effectuée par des

femmes bénévoles de l'ONG pour parler aux femmes, car ce sont surtout elles qui s'investissent dans ces projets. Ensuite, l'appropriation du projet passe par la participation des habitants à la construction et à l'entretien de l'équipement, et la formation technique fait partie du cœur du métier, surtout pour des gens qui n'ont jamais eu l'électricité. Et les enfants sont sollicités, par exemple pour dépoussiérer tous les jours le panneau solaire de leur école.

L'entretien et le remplacement de pièces demandent aussi des moyens financiers, que les habitants doivent trouver sur place, par exemple pour racheter des lampes LED, et surtout pour remplacer les batteries solaires au bout de quatre ou cinq ans. C'est pourquoi Electriciens sans Frontières se charge d'organiser les bénéficiaires pour trouver de l'argent : travaux de couture, fabrication et vente de beurre de Karité, rechargement des téléphones portables, présence d'une maison de l'énergie qui vend de la glace aux commerçants ou qui moule du grain et, pour l'eau, présence d'un fontainier qui perçoit des petites sommes. Dans tous les cas, il faut un responsable, une autorité morale, qui peuvent être par exemple une femme, un chef de village, des élus. Mais on manque encore de recul pour voir l'efficacité de ces dispositifs de micro-économie.

Pour mener à bien ces projets,

cette ONG n'a pas d'argent propre, et il faut trouver des financements de différentes sortes. Les projets de développement sont souvent soutenus par la coopération décentralisée des conseils généraux. Certaines grandes entreprises du milieu de l'électricité soutiennent l'ONG, comme Legrand qui donne des équipements et 80000 euros par an, EDF énergie et SPIE donnent des panneaux solaires, une entreprise de recyclage de lampes finance en utilisant le slogan « recyclons ici pour éclairer là-bas ». Certains financeurs comme le SIAP ou Suez souhaitent de gros projets de l'ordre de 20000 à 300000 euros. La moitié des équipements vient des dons en matériel, le reste est acheté sur place avec des produits de qualité.

En réponse à une question, monsieur Laidet nous précise que dans certains pays d'Afrique, exemple le Bénin, des stations-service Total ou autres proposent des kits d'électricité avec panneau solaire. Mais ceux-ci sont à jeter au bout de six mois. Pour les particuliers, il vaut mieux des kits à batterie rechargeable chaque semaine chez un artisan, qui se charge aussi de la maintenance et du recyclage des batteries. Pour une famille, un panneau solaire de 100 W suffit (80cm sur 50).

Joëlle Mesley



GRILLE N° 133

LE BOUTHAN

par
Michel Chesseron

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I				■						
II	■					■				
III				■						
IV										
V			■			■				■
VI		■			■				■	
VII							■			
VIII			■							
IX					■		■		■	
X			■							
XI	■			■						

Horizontalement

I. Sigle qui a connu son heure de célébrité mondiale quand, en 1972, le roi Jigme Singye Wangchuck a instauré cet indice de calcul de la félicité (réponse ci-après). Animal mythique en Asie qui figure sur le drapeau du Bouthan. **II.** Bien que petit, ce pays est «équipé pour sa défense» (18 000 militaires). Il est «exact», cependant, que sa véritable défense est assurée par l'Inde. **III.** Lettres de consensus, prôné par le roi pour la bonne gouvernance. Division cellulaire qui aboutit à la production de cellules sexuelles. **IV.** L'heure (8h31) du couronnement du 5ème roi du Bouthan, qui devait faire basculer le Bouthan dans une nouvelle ère, a été fixée par les personnes versées dans l'«étude des astres». **V.** Personnel. Préposition. Lettres du 8 vertical. **VI.** Cœur de moine (bouddhiste). Hygiène Sécurité Environnement, un métier qui ne concerne pas encore le Bouthan. **VII.** Le Bouthan, un pays «qui ne compte pas» sur la scène internationale. Un pays qui opère son «changement» tout doucement, puisque, par exemple, la télévision n'a été reçue qu'en 1999. **VIII.** Bout d'encens, utilisé dans les cérémonies. « Félicité», 1er mot désigné par le sigle du début de la grille. **IX.** Très «vif», comme le froid des sommets himalayens du Bouthan. **X.** Prénom féminin à l'oreille ou lettres de Népal en désordre. En aiguille comme certains sommets du Bouthan qui culminent à plus de 7000 mètres). **XI.** Conjonction. Au temps de cet «humaniste de la Renaissance» le Bouthan était sous occupation tibéto-mongole.

Verticalement

1. «Qui recouvre le territoire d'un pays», 2ème mot désigné par le sigle du début de la grille. **2.** «Outil» pour capturer les poissons dans les abondants cours d'eau qui dévalent des montagnes du Bouthan. Autre signe que le Bouthan s'ouvre au monde moderne, un accord a été passé, début 2014, avec Renault-Nissan en vue d'une «fabrique» pour produire 1,5 million de voitures électriques. **3.** «Tout compris», 3ème mot désigné par le sigle du début de la grille. Fleuve sibérien. **4.** Il doit être difficile de «faire paraître» (mot inversé) des journaux dans un pays aussi peu ouvert au monde moderne. **5.** Dans le Livre des morts, au jour du jugement le Dieu Blanc vante les mérites du défunt et le «Diable» Noir dénonce ses péchés. Zeus ne l'a pas envoyée paître dans

l'Himalaya. Le Bouthan est plus allongé dans ces deux directions. **6.** Article espagnol. «Crier comme cheval» du Bouthan. **7.** Ces «appareils» sont essentiels pour désenclaver le Bouthan. Au cœur de la monarchie du Bouthan. **8.** Le nom local du Bouthan, Brug-yul, signifie «terre de la bête mythique», mais il est aussi nommé Druk Tsendhen «terre de la bête mythique tonnerre», le son du tonnerre étant interprété comme étant les «cris sourds» de la bête mythique du I horizontal. **9.** Dans ce pays où l'eau est en surabondance, ce «coin de fraîcheur dans un désert» est impensable. Doublée chez un gourou. Lettres de bouddhisme. **10.** Refusée. Dans ce pays qui va du climat tropical aux rigueurs himalayennes, ce «fruit» peut se cueillir sur les pentes tempérées.



La Maison du Monde vous souhaite un bel été